Revue de presse

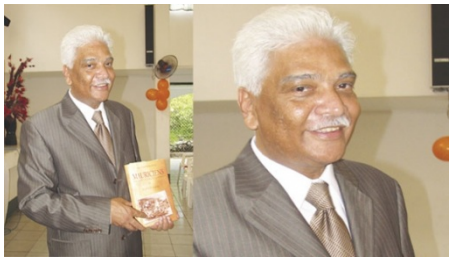
Articles publiés entre le 1er Avril et le 04 Avril 2014

Interviews de M. Jean Claude de L'Estrac……2
Sommet UE-AFRIQUE……4
Développement durable……9
Pêche……11
Changement Climatique……15

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

LeDEFIMEDIAGROUP www.defimedia.info
01 April 2014

Jean-Claude de L'Estrac : « Maurice intéresse la Francophonie »



Il est le candidat mauricien en lice pour la succession d'Abdou Diouf à la tête de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Nous vous proposons le premier entretien de Jean-Claude de L'Estrac depuis qu'il a fait acte de candidature.

> Comment avez-vous accueilli la décision de Maurice de proposer votre candidature à la succession d'Abou Diouf à la direction de l'OIF ?

Avec fierté et honneur. Succéder à Abdou Diouf impose aussi de mesurer l'œuvre qu'il a accomplie à la tête de l'OIF et de s'en inspirer. Les immenses enjeux culturels, linguistiques, économiques, sociaux et politiques de la Francophonie me stimulent fortement.

> Comment évaluez-vous vos chances ?

Il est encore tôt. Mais j'ai été conforté par les premières réactions, très positives, à la fois en Afrique et en Europe. Ce n'est qu'à Maurice que j'ai repéré un ou deux esprits chagrins. J'ai pris connaissance d'un article de Financial Afrik qui me présente même comme le « favori ». Les candidats ne sont pas encore connus, personne ne peut se prononcer. La candidature mauricienne a été bien accueillie. J'ai noté, dans la presse africaine, comme une expression de soutien. Je n'ai vu qu'un seul commentaire négatif dans un journal mauricien.

Ce n'est pas grave, il est illisible… Mais au final, il reviendra aux chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie de choisir le futur secrétaire général en fonction, notamment, de son expérience diplomatique, de ses capacités gestionnaires et de l'intérêt de son programme.

> Que peut apporter Maurice à la francophonie ?

Maurice intéresse la Francophonie. Ses succès économiques, sa démocratie vivante, son attachement aux droits de l'homme, sa pratique décomplexée de plusieurs langues, son appartenance assumée à la Francophonie et au Commonwealth, et surtout sa gestion réussie de la diversité culturelle en font un modèle rare. Ensuite, il clair que l'océan Indien, au carrefour de l'Afrique, des mondes indien et arabo-musulman, est une chance pour que la Francophonie se place activement dans la mondialisation.

> Pensez-vous que l'OIF a fait ses preuves ?

Sans nul doute ! Un récent rapport de Pouria Amirshahi et François Rochebloine, deux députés de l'Assemblée nationale française, vient dresser un inventaire impressionnant des activités multiformes de la Francophonie. Le bilan est riche. Mais, comme souvent, ces

grandes institutions, qui sont engagées dans la gestion de problèmes complexes et sensibles, rencontrent des difficultés à faire connaître l'étendue et l'utilité de leurs actions.

Les auteurs de ce rapport soulignent aussi que le contexte mondial place la Francophonie à la croisée des chemins. Mon regard d'entrepreneur et d'ancien ministre m'amène à croire que le futur de la Francophonie est étroitement lié à sa dimension économique également et au développement durable. Ce qu'Abdou Diouf disait lors du dernier sommet de Kinshasa. Diouf mettait l'accent sur ce qui doit rester, à mon sens aussi, une des missions de la Francophonie : le combat pour une régulation de l'économie mondiale empêchant le creusement des injustices et des inégalités.

Il est indispensable que nous voyions tous dans la francophonie une chance supplémentaire de nous connecter au monde et, pourquoi pas, de commencer à parler d'une même voix dans les instances où se dessinent les contours du commerce international. À l'image de ce qu'ont accompli les pays francophones d'Asie du Sud-est – Vietnam, Laos, Cambodge –, il faut que la Francophonie mette un terme à l'hypothèque coloniale et se convertisse en un instrument utile pour appréhender l'avenir de nos pays.

> Mais quel est l'intérêt de la Francophonie pour les hommes et femmes des pays membres ?
La Francophonie permet à chacun de se relier aux autres, d'abord au sein même de notre pays, mais aussi à nos voisins de la COI et à un ensemble de 220 millions de locuteurs sur tous les continents. Les technologies de l'information, dont Internet et les bouquets satellitaires, contribuent très fortement à cet ancrage de tout un chacun dans un réseau mondialisé où le français occupe une place prépondérante.

Pour la jeunesse en particulier, la Francophonie est une porte ouverte sur des formations de grande qualité et qui dépassent la seule offre universitaire française. À Maurice, nous avons l'exemple de l'Institut de la Francophonie pour l'entrepreneuriat qui forme de jeunes entrepreneurs issus de l'espace francophone.

> Vous évoquiez le commerce, le développement durable et l'entrepreneuriat. La Francophonie de demain ne devrait donc n'être qu'économique ?
Mais pas du tout ! C'est un combat pour la diversité culturelle, contre le risque d'uniformité. C'est une des questions cruciales de notre temps. Les inégalités économiques, doublées du non–respect de la diversité culturelle, sont des formes de violences qui nous conduiront aux pires atrocités. Jean-Marie Le Clézio disait très justement que si nous ne réalisons pas maintenant l'interculturel, nous devrions nous préparer à voir nos enfants entrer en guerre.

Notre monde reste divisé entre dominants et dominés, y compris dans le domaine culturel. Ce serait l'honneur de la Francophonie de participer à l'émergence d'un nouvel ordre culturel refusant toutes les hégémonies, nourri de diversité, d'échanges et de coexistence pacifique.

Malgré toutes ses grandes réalisations à la tête de l'OIF, Abdou Diouf parlait récemment des « chantiers inachevés ». En voilà un, monumental, qu'évoquait aussi Dominique Wolton dans son livre « Demain la Francophonie » : bâtir une francophonie élargie, mondialisée, toujours plus ouverte sur le monde, plus réceptive aux attentes des peuples et menant activement une diplomatie d'influence au service de la paix et du développement économique.

> En attendant quel bilan faites-vous de votre action en tant que secrétaire général de la COI ?
L'heure du bilan n'est pas encore arrivée ! Pour le moment, je reste très concentré sur l'exécution des nombreux projets de notre organisation et sur la préparation du prochain Sommet des chefs d'État et de gouvernement aux Comores, le premier depuis 2005. Nous avons, la semaine prochaine, une réunion du Conseil, à Moroni également. Je présenterai aux ministres des Affaires étrangères de nos pays membres, un bilan extrêmement riche et nous débattrons des questions qui devront être portées à l'attention de nos chefs d'État et de gouvernement pour l'avenir de notre région lors du Sommet de juillet. Nous aurons, je le crois, un Sommet historique pour l'océan Indien.

http://www.defimedia.info/defi-quotidien/dq-interview/item/50270-jean-claude-de-l-estrac-maurice-interesse-la-francophonie.html

Sommet UE-AFRIQUE

tribune.com MADAGASCAR

Sommet UE-AFRIQUE

Le Président de la République poursuit les rencontres

jeudi 3 avril 2014

De Bruxelles où se déroule actuellement la première journée du Sommet UE-Afrique, le Président de la République Hery Rajaonarimampianina s'est entretenu avec les journalistes de la Télévision nationale (TVM).

Le Chef de l'Etat a dressé un bref compte rendu de ses rencontres durant ses deux premiers jours à Bruxelles.

« *Madagascar renforce ses actions pour le retour dans le concert des Nations* ». C'est en ces termes que le Président de la République définit sa mission à Bruxelles. Outre son intervention au Sommet de la réunion UE-Afrique, où le Président malgache a démontré sa ferme volonté de développer le pays dans la bonne gouvernance et l'État de droit, plusieurs rencontres ont eu lieu dans la capitale belge.

Avec le Président de la Commission de l'Océan Indien (COI), Jean Claude de l'Estrac, qui prépare déjà sa passation à la tête de cette institution à la partie malgache. À cet effet, une réunion préparatoire se déroulera à Antananarivo la semaine prochaine, en vue du Sommet de

la COI en juillet prochain. Durant les discussions, des aides seront accordées à Madagascar notamment dans les domaines de la sécurité, du transport aérien et de l'agriculture.

Le Chef de l'État a également eu des entrevues avec les Présidents du Sénégal, du Burkina Faso ainsi que le Premier Ministre namibien. Ensuite il a rencontré le Président français François Hollande. Les discussions ont porté sur la coopération entre les deux pays, concernant les aides, entre autres dans les domaines de la formation professionnelle, la sécurité, et concernant les investissements privés. À l'issue de cette rencontre, le Président de la République française a adressé une invitation officielle au Président Malgache.

Notons que la veille, le Président Hery Rajaonarimampianina a rencontré le Vice-président de la Banque Européenne d'Investissements (BEI) Pim Van Bellekom. La réhabilitation des routes nationales numéros 6, 12 et 13 ont été soulevée, ainsi que le rallongement du By Pass et les aides en matière d'énergies renouvelables.

Toutes ces rencontres et réunions sont des preuves tangibles que Madagascar est de retour dans le concert des Nations, a conclu le Président de la République.

Direction communication de la Présidence de la République

http://www.madagascar-tribune.com/Le-President-de-la-Republique,19796.html

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

BRUXELLES : Le Sommet Afrique/UE marqué par le retour de Madagascar

Maurice représentée par le Premier ministre Navin Ramgoolam
2 April, 2014



Une soixantaine de chefs d'État et de gouvernement d'Afrique et de l'Union européenne participeront demain et jeudi au quatrième sommet Afrique/Union européenne qui s'ouvrira à Bruxelles. Maurice sera représentée par le Premier ministre Navin Ramgoolam, qui a quitté le pays samedi soir. Il sera rejoint par le ministre des Affaires étrangères Arvin Boolell. Ce sommet sera marqué par le retour de Madagascar, représentée par son président de la République dans les forums internationaux depuis le retour à l'ordre constitutionnel dans ce pays.

Ce quatrième sommet intervient après ceux du Caire en Égypte en 2000, de Lisbonne au Portugal en 2007 et de Tripoli en Libye en 2010. Le thème de la rencontre de cette année est « Investir dans la population pour la prospérité et pour la Paix ». Ce sommet permettra d'évoquer les grands problèmes qui affectent l'Afrique ainsi que les nouvelles possibilités d'investissement dans plusieurs pays africains qui connaissent une période de croissance.

Ce sommet discutera, également, d'un large éventail de sujets d'intérêt commun dont la paix et la sécurité, la démocratie, la gouvernance et la reconstruction suivant des conflits. Les autres thèmes qui seront évoqués par les participants sont l'agriculture, le commerce, l'industrie, les sciences, l'innovation technologique, la santé publique, l'éducation, la condition féminine, les jeunes et le développement des ressources humaines.

Le Premier ministre mauricien devrait également profiter de l'occasion pour évoquer la candidature mauricienne en la personne de Jean-Claude de l'Estrac au poste de secrétaire général de la Francophonie auprès des pays membres de l'OIF présents à Bruxelles. Il sera également question de la libéralisation du prix du sucre sur le marché européen, qui risque d'avoir un effet néfaste sur les revenus sucriers de l'industrie sucrière à Maurice.

Suivant l'adoption de la Stratégie conjointe Afrique/Europe (SCAEU) à Lisbonne en 2007, quand il fut question d'un changement de paradigme dans les relations entre pays d'Afrique et membres de l'Union européenne, le Sommet de Bruxelles de 2014 vise à créer une nouvelle dynamique axée sur la paix et la prospérité.

Le programme de Navin Ramgoolam à Bruxelles comprend aussi des rencontres bilatérales avec des responsables tant africains qu'européens.

http://www.lemauricien.com/article/bruxelles-sommet-afriqueue-marque-retour-madagascar

COMMUNIQUE DE PRESSE

Sommet UE-AFRIQUE, le Président de la République poursuit les rencontres

02 avril 2014

De Bruxelles ou se déroule actuellement la première journée du Sommet UE-Afrique, le Président de la République **Hery Rajaonarimampianina** s'est entretenu avec les journalistes de la Télévision nationale (TVM).



Le Chef de l'Etat a commencé son intervention par une pensée pour les familles des personnes disparues lors du passage du cyclone tropical HELLEN dans la partie nord ouest de l'Ile. Il a également adressé ses encouragement aux familles sinistrées et a réitéré que le Gouvernement est actuellement en plein action pour porter secours et aides aux victimes de cet aléa climatique.

du passage du cyclone tropical HELLEN dans la partie nord ouest de l'Ile. Il a également adressé ses encouragement aux familles sinistrées et a réitéré que le Gouvernement est actuellement en plein action pour porter secours et aides aux victimes de cet aléa climatique.

Il a ensuite dressé un bref compte rendu de ses rencontres durant ses deux premiers jours à Bruxelles.

« Madagascar renforce ses actions pour le retour dans le concert des Nations ». C'est en ces termes que le Président de la République définit sa mission à Bruxelles. Outre son intervention au Sommet de la réunion UE-Afrique, où le Président malgache a démontré sa ferme volonté de développer le pays dans la bonne gouvernance et l'Etat de droit, plusieurs rencontres ont eu lieu dans la capitale belge.



Avec le Président de la Commission de l'Océan Indien (COI), Jean Claude de l'Estrac, qui prépare déjà sa passation à la tête de cette institution à la partie malgache. A cet effet, une réunion préparatoire se déroulera à Antananarivo la semaine prochaine, en vue du Sommet de la COI en juillet prochain. Durant les discussions, des aides seront accordées à Madagascar notamment dans les domaines de la sécurité, du transport aérien et de l'agriculture.

Le Chef de l'Etat a également eu des entrevues avec les Présidents du Sénégal, du Burkina Faso ainsi que le Premier Ministre namibien. Ensuite il a rencontré le Président français François Hollande. Les discussions ont porté sur la coopération entre les deux pays, concernant les aides, entre autres dans les domaines de la formation professionnelle, la sécurité, et concernant les investissements privés. A l'issue de cette rencontre, le Président de la République française a adressé une invitation officielle au Président Malgache.

Notons que la veille, le Président Hery Rajaonarimampianina a rencontré le Vice-président de la Banque Européenne d'Investissements (BEI) Pim Van Bellekom. La réhabilitation des routes nationales numéros 6, 12 et 13 ont été soulevée, ainsi que le rallongement du By Pass et les aides en matière d'énergies renouvelables.

Toute ces rencontres et réunions sont des preuves tangibles que Madagascar est de retour dans le concert des Nations, a conclu le Président de la République.

http://www.tananews.com/asides/communique-sommet-ue-afrique-le-president-de-la-republique-poursuit-les-rencontres/

Hery Rajaonarimampianina : rencontre avec Jean Claude de l'Estrac

2/04/2014 à 11:50 3 commentaires

Partager J'aime 0 Tweeter 1 +1 0

Hery Rajaonarimampianina reçoit actuellement le secrétaire général de la COI **Jean Claude de l'Estrac** à Bruxelles. Les discussions portent sur la coopération régionale, le 11e Fonds européen pour le développement et le projet de faire de la Grande-Île, le grenier de l'Océan Indien.

http://www.tananews.com/asides/hery-rajaonarimampianina-rencontre-avec-jean-claude-de-lestrac/

COMMUNIQUE DE PRESSE

Conseil des Ministres – Mercredi 26 mars 2014

Palais d'Etat d'Iavoloha

Un Conseil des Ministres s'est tenu ce Mercredi 26 mars 2014 à partir de 15h au Palais d'Etat d'Iavoloha.

I – Communications

- Au titre de la Présidence de la République:

Le Président de la République Hery Rajaonarimampianina a fait un bref compte-rendu de son voyage aux Etats-Unis et en France la semaine dernière.

- Au titre du Ministère des Affaires Etrangères:

Communication verbale relative à l'invitation de la partie malgache par l'Union Africaine et le GIC-M à participer à la 9ème réunion du Groupe International de Contact sur Madagascar (GIC-M) à Antananarivo le 28 mars 2014.

Communication verbale relative à la Commission de l'Océan Indien (COI) concernant la passation de la présidence de la COI entre l'Union des Comores et la République de Madagascar, le 4ème sommet des Chefs d'Etat de la COI et la célébration du 30ème anniversaire de l'organisation à Moroni (Comores) le 26 juillet 2014.

http://www.tananews.com/asides/communique-conseil-des-ministres-mercredi-26-mars-2014/

Développement durable

LeDEFIMEDIAGROUP www.defimedia.info

02 April 2014

Dossier – Développement durable : La valorisation des déchets



Un atelier sur le « E-Waste Management » se tiendra cette semaine au Domaine Les Pailles. Le développement durable fait son bout de chemin et attire des nouveaux projets, surtout dans le secteur énergétique. L'énergie renouvelable a la cote et les fermes solaires se multiplient. Mais le développement durable, ce n'est pas seulement la production d'énergie verte, mais aussi une gestion efficace des déchets, et leur élimination d'une façon écologique. Ainsi, le traitement des déchets a une portée économique non-négligeable.

Imaginons ce scénario : des collecteurs de déchets faisant la queue devant notre porte et proposent un prix pour enlever nos déchets, et nous les cédons à la meilleure offre ! Cette éventualité peut devenir une réalité au fur et à mesure que nos déchets se valorisent. Nos déchets sont aujourd'hui des matières premières pour d'autres industries. C'est l'absence d'une masse critique qui retarde l'avènement de beaucoup de projets. Mais une fois qu'un seuil acceptable sera disponible régulièrement, les ordures deviendront or.

Le recyclage du papier se fait déjà à Maurice, et il y a même une pénurie de déchets papiers pour alimenter les usines. À Mare Chicose, un projet de 'Waste to Energy' est déjà en place. Trois ans de cela, un grand industriel indien était venu à Maurice pour voir s'il pouvait mettre sur pied une usine pour convertir tous nos déchets plastiques (sacs et bouteilles) en produits textiles.

Après un inventaire sur place, il avait conclu que nous ne produisons pas assez de déchets plastiques pour viabiliser son projet. De la même façon, nos pneus usagés, nos vieux ordinateurs et équipements électroniques (e-waste), nos huiles de vidange (lubrifiants automobiles) de moteur usées et même nos déchets alimentaires ont une seconde vie. La technologie est là, il ne manque que les entrepreneurs. Mais un des obstacles est l'absence d'un système efficace de collecte de déchets ségrégés. Par exemple, à présent, les huiles usées sont jetées en pleine nature.

Les déchets plastiques sont, par contre, exportés. Les déchets médicaux sont toujours incinérés, bien qu'il existe de technologie moderne pouvant réduire drastiquement le volume à 2 % de compost inoffensif. Le traitement des déchets est devenu un pilier économique important dans de nombreux pays, créant beaucoup d'emplois sur toute la chaîne.

'Green jobs' : Maurice sur la bonne voie

« PAGE seeks to enable countries to formulate and adopt green economy policies ; strengthen the capacity of national partners to finance and implement inclusive green economy initiatives ; develop and provide global access to tools and training programmes on green economy ; and create and share knowledge on green economy to support its application at the country-level. »

La première conférence globale de PAGE (Partnership for Action on Green Economy) eut lieu au début de mars à Dubaï. C'était l'occasion pour plusieurs pays de partager leurs expériences et d'apprendre de nouvelles idées. Maurice y était représentée par Osman Mahomed, Executive Chairmen du MID Commisison. Plus de 450 participants de par le monde se sont concertés pendant deux jours sur plusieurs thèmes liés au développement durable.

L'un des faits saillants de la conférence était l'importance consacrée à l'émergence des 'green jobs'. Osman Mahomed a déclaré au Défi Économie que les fonds sont là depuis janvier et que les projets MID connaîtront maintenant un rythme accéléré. À noter que le ministère des Administrations régionales organise un atelier de travail sur le 'E-Waste Management', ce jeudi 3 avril 2014, au Domaine Les Pailles.



Zaheer Allam, environnementaliste : « Encore un long chemin à parcourir »

> Est-ce que le concept MID a-t-il connu du succès jusqu'ici ?
Le développement durable ne se réalise pas du jour au lendemain et je crois que le MID a encore un long chemin à parcourir. Toutefois, cet organisme est loin d'être l'agence qui mène le combat. Les différents projets réalisés jusqu'ici sont limités et je pense que le concept même de développement durable n'a pas encore été bien maîtrisé par certains de l'équipe.

Je dois avouer que le MID a aussi contribué dans la création de la NEC (National Energy Commission), mais il ne faut pas oublier que la NEC est plutôt le résultat d'un groupe de pression au niveau communautaire. Je comprends les critiques faites à l'encontre de la commission MID, et son silence sur certains projets non-écologiques est embarrassant. Il semble qu'il n'y a pas assez d'actions. Je dirai même une vision limitée et une absence d'idées concrètes.

> Qu'est-ce qu'on a alors raté ?
Si nous voulons vraiment réussir un développement durable, nous devrons nous concentrer sur plusieurs angles : de l'infrastructure à la sécurité alimentaire, de même que l'économie en général. L'idée d'une institution qui travaille en solo n'est pas bonne. Il faut restructurer certaines organisations et certains projets, et impliquer davantage les différents ministères, afin de développer davantage de synergie. Ce sera non seulement une approche plus intelligente, mais cela permettra de dénicher d'autres idées et d'autres secteurs pour de nouveaux projets. Le système doit être très connecté à tous les niveaux. Une opération 'en silo' ne produira pas les résultats escomptés, et ce sera un gaspillage de ressources
- See more at: http://www.defimedia.info/defi-quotidien/dq-economie/item/50356-dossier-developpement-durable-la-valorisation-des-dechets.html#sthash.lZWTOQci.dpuf
http://www.defimedia.info/defi-quotidien/dq-economie/item/50356-dossier-developpement-durable-la-valorisation-des-dechets.html

Pêche

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

PÊCHE HAUTURIÈRE—PERMISSION DE NAVIGUER À CINQ BATEAUX CHINOIS: L'opacité autour de la livraison de permis dénoncée

3 April, 2014



L’accord de permis d’opération à cinq bateaux chinois, afin de leur permettre de naviguer et de pêcher dans nos eaux sous le drapeau mauricien, agace le Syndicat des pêcheurs de Maurice (SPM). Dénonçant l’opacité de cette livraison, Judex Rampaul, son président, soutient que ces navires opéreraient selon les mêmes conditions que les bateaux européens alors que les “China Fishing Rollers” nécessiteraient un autre type de permis.
« A okenn moman nou finn kone ki ti pe donn permi bann navir sinwa pou ki zot vinn lapes dan nou dilo », déplore Judex Rampaul, président du SPM. Lors d’un point de presse ce matin au centre social Marie Reine de la Paix, à Port-Louis, ce dernier a dénoncé « l’opacité de cette opération en catimini » du ministère de la Pêche. Selon l’intervenant, ces bateaux seraient équipés différemment, rendant leur présence et activité dans les eaux mauriciennes néfastes pour l’environnement. Opérant principalement près du Banc de Nazareth et du Banc de Sayade Malha, ces bateaux, qui pêcheraient principalement des maquereaux, détruiraient non seulement l’environnement marin mais seraient une menace pour l’écosystème. « Si sa bann ti pwason-la laba, se pou ene rezon. Zot servi dapa a nou bann gro pwason. Zot ena zot kontribision dan nou lanvironman marin », soutient Judex Rampaul. C’est pourquoi le SPM réclame l’annulation de ces permis « tant qu’il est encore temps ». Et de soutenir que « Maurice ne disposerait pas de permis pour permettre à ce type de bateaux de pêcher dans nos eaux ». Et le SPM de se montrer soupçonneux : « Tout porte à croire qu’ils opéreraient au même titre que les navires européens et selon le permis, dans les mêmes conditions, alors que c'est inexact. »
D’autre part, le SPM accuse le gouvernement de ne pas inclure un groupe de pêcheurs dans les projets de développement. Prenant la parole la semaine dernière à Pointe-aux-Sables, Nicolas Von Mally, ministre de la Pêche, avait indiqué que « le gouvernement déploie tous les moyens nécessaires afin que les pêcheurs soient partie prenante des projets mis en place ». Revenant sur les propos du ministre, le SPM affirme le contraire, tout en évoquant les projets dans lesquels ils ne sont pas impliqués, notamment celui de l’aquaculture.
Selon M. Rampaul, certains organismes – tels la Fishermen Investment Trust (FIT) et la Fishermen Welfare Fund (FWF) – auraient failli à leurs tâches. « La présence de nominés politiques au sein de leurs “boards” priverait les vrais pêcheurs de prendre part aux divers projets de développement du pays », explique-t-il. Et d’avancer : « Sak fwa ki nou anvi fer enn aplikasion, zot blok nou ek finalemen nou pa gagn nanier. » Judex Rampaul a également parlé de sa participation à un atelier de travail organisé par la Commission de l’océan Indien (COI) à La Réunion. Cette séance de travail, qui a eu lieu les 18 et 19 mars, a regroupé les acteurs du secteur maritime. Une occasion pour les participants de passer en revue la situation dans la région. D’ailleurs, après ces deux jours de travail, la création d’une fédération regroupant toutes les associations de pêcheurs de tous les pays de la COI a été décidée. Dans un premier temps, c’est le Réunionnais Jean-Eddy Enilerac qui en assumerait la présidence.

http://www.lemauricien.com/article/peche-hauturiere-permission-naviguer-cinq-bateaux-chinois-l-opacite-autour-la-livraison-perm

Lexpress.mu

Pêche: polémique autour des fonds accordés par l'UE

3 Avril 2014



Des pêcheurs dans le lagon. Une réunion s'est tenue entre ONG, syndicats des pêcheurs et officiers du ministère hier, mercredi 2 avril, au ministère de la Pêche.

«*C'est un gaspillage !*» lance Vassen Kaupaymuthoo, océanographe. Il soutient que les fonds accordés par l'Union européenne pour promouvoir la pêche responsable et durable dans les eaux mauriciennes serviront en partie à financer la participation des officiers du ministère à des conférences internationales. Ainsi que des projets liés à des bateaux de pêche chinois enregistrés à Maurice. Selon lui, c'est ce qui aurait été indiqué lors d'une réunion hier, mercredi 2 avril, au ministère de la Pêche.

Cette réunion avait pour but d'informer les différents stakeholders – ONG, syndicats des pêcheurs, officiers du ministère, etc. – des projets prévus suite au *Fisheries Partnership Agreement*, signé entre le gouvernement mauricien et l'Union européenne (UE) et qui est entré en vigueur en janvier dernier. Celui-ci prévoit que l'UE accorde un montant de 660 000 euros par an pendant trois ans.

Vassen Kaupaymuthoo déplore également qu'il n'y ait pas eu de consultations avec les différentes parties prenantes concernant les projets qui seront entrepris. Il demande au ministère de geler ce fonds en attendant que des discussions soient menées. Il souhaite également qu'il y ait plus de transparence.

Une source au sein du ministère de la Pêche, qui était présente à la réunion d'hier, indique que les deux projets mentionnés par Vassen Kaupaymuthoo ne représentent qu'un pourcentage minime de la somme allouée par l'UE. La majeure partie des fonds sera consacrée aux pêcheurs pour des projets tels que l'introduction d'un nouveau système de pêche, la formation de skippers, entre autres, souligne-t-elle.

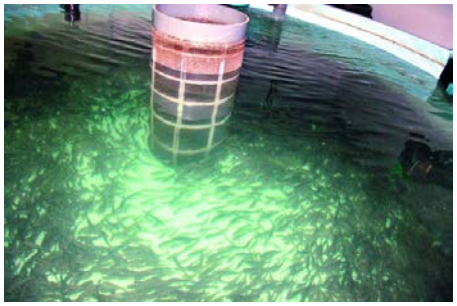
Elle précise que les projets liés aux bateaux de pêche ne concernent pas uniquement les navires chinois mais aussi ceux venant d'Europe et qui pêchent dans notre zone économique. Et que pour les conférences, cela ne concerne que celles qui sont associées à la pêche du thon.

http://www.lexpress.mu/article/peche-polemique-autour-des-fonds-accordes-par-lue

Le Matinal

Repeuplement du lagon : Un million d'alevins relâchés dans le lagon mauricien

03/04/2014 By Yashvind Poteeram



Ce projet vise à secourir le lagon dépeuplé de ses ressources en raison notamment de la surexploitation.

Le projet de repeuplement du lagon avance à grands pas. Le ministère de la Pêche a lancé des initiatives pour redonner vie à notre lagon et ainsi une d'entre elles est le largage des alevins.

C'est la région de Poste-Lafayette qui en profitera en premier avec 100 000 alevins du poisson cordonnier relâchés ce mercredi. Il s'agit de la première tranche d'un contingent d'un million d'alevins que le ministère de la Pêche, par le biais du Centre de recherche d'Albion, se propose de lâcher dans les eaux mauriciennes en 2014. L'opération se fera en présence de Nicolas Vonmally, le ministre de la Pêche. Selon le ministère de tutelle, le but de ce projet est de venir à la rescousse du lagon qui s'est dépeuplé de ses ressources en raison de plusieurs facteurs, y compris la surexploitation.

"Les alevins proviennent du centre de recherches d'Albion. Deux millions d'alevins seront introduits dans nos lagons et dans des zones protégées dans le cadre du projet de 'Marine Ranching'", a dit Devanand Norungee, Assistant Director Fisheries du ministère de la Pêche. Tout en précisant que l'objectif est de permettre à ces petits poissons de grandir et de se reproduire. Chaque semaine 100 000 alevins seront, ainsi, lâchés dans le lagon mauricien et d'ici une dizaine de semaines, un million d'alevins y seont déversés. Devanand Norungee a expliqué que le ministère de la Pêche lancera bientôt un programme pour la mise sur pied d'une dizaine de cages à travers l'île, aux bénéfices des coopératives. Selon lui, les différents sites ont déjà été identifiés et le ministère assure déjà l'encadrement des bénéficiaires. Les espèces d'alevins élevés pour le repeuplement du lagon sont principalement des gueules pavées, des cordonniers, des crabes de boue, des concombres de mer et des crevettes.
http://www.lematinal.com/news/local/3882-repeuplement-du-lagon-un-million-d%E2%80%99alevins-rel%C3%A2ch%C3%A9s-dans-le-lagon-mauricien.html

Témoignages

Un avenir incertain pour la Planète

Changement climatique : nouveau rapport du GIEC

2 avril 2014, par Céline Tabou

Le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) met en évidence une série de conséquences sur l'être humain et son environnement. En effet, insécurité alimentaire, pénurie d'eau, déplacements massifs de populations, risques de conflits, des problèmes que les dirigeants du monde devront régler en commun.



Les sécheresses plus intenses touchent déjà La Réunion. Ce que montre le Grand-Etang à sec l'an dernier. (photo Toniox)

Les experts du GIEC ont assuré que « la probabilité d'impacts graves, étendus et irréversibles s'accroît avec l'intensification du réchauffement ». Cela se traduit par des températures de plus en plus fortes, une diminution importante des ressources en eau, en matières premières et en poissons.

Vers une pénurie alimentaire mondiale

« Tous les aspects de la sécurité alimentaire sont potentiellement affectés », affirme le texte, comme l'accès aux ressources et la stabilité des prix, dans un contexte où la demande mondiale va augmenter, avec la hausse démographique. Les productions de blé, maïs et riz devraient être affectées avec une hausse locale du thermomètre de 2 °C par rapport aux niveaux de la fin du 20ème siècle.

La carte des zones de pêche se modifiera, avec des espèces marines plus nombreuses dans les latitudes moyennes et hautes, et moindre dans les zoner tropiques avec « de forts taux d'extinction au niveau local ». Pour le GIEC, la situation sera d'autant plus grave pour les pays d'Afrique et d'Amérique du Sud, ainsi que les territoires insulaires.

D'ici à la fin du 21ème siècle, le GIEC prévoit une baisse globale des ressources des océans, avec ou sans le réchauffement. A noter également, la crainte d'une réduction « significative » des eaux de surface et souterraines dans la plupart des régions subtropicales sèches, avec des impacts attendus sur la qualité de ces eaux, a expliqué le journal Le Monde. Les pénuries d'eau devraient se faire sentir en Afrique, en Asie et dans le sud de l'Australie. Une « pression potentiellement accrue » sur les ressources disponibles se ferait sentir en Europe et en Amérique du Nord.

Le changement climatique va « ralentir la croissance économique, rendre plus difficile la réduction de la pauvreté », notamment dans les villes, selon le rapport. A un an du bilan des Etats membres des Nations Unies sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement, dont l'éradication de la pauvreté est l'objectif n°1, l'annonce du GIEC pourrait remettre sur la table des négociations la lutte contre la pauvreté. D'autant plus avec la hausse de la démographie qui est impactée par les changements climatiques.

Des points de tension à venir

Les changements climatiques accroissent les déplacements de population, pouvant entrainer des « risques de conflit violent » avec « une aggravation des facteurs classiques que sont la pauvreté et les chocs économiques ». Ces conflits entre Etats tournent autour des ressources en eau et en aliments de plus en plus rares.

La hausse démographique et les changements climatiques ont un impact sur la santé dans de nombreuses régions, spécialement les pays en développement, en raison de l'augmentation des vagues de chaleur intense, d'une mauvaise nutrition ou des maladies liées à la contamination de l'eau ou de la nourriture. Le GIEC parle d'une « modification de la géographie des maladies dues aux changements du régime des pluies et des températures », en Afrique.

Les inondations et l'érosion vont de plus en plus affecter les zones côtières et les basses terres avec la hausse du niveau de la mer. D'ailleurs, le nombre de personnes touchées va considérablement augmenter avec les crues majeures, notamment dans les aires urbaines d'Europe, d'Asie et d'Amérique latine, où « l'urbanisation massive augmente les risques d'inondations ».

Enfin, l'extinction d'espèces terrestres et marines est en jeu car beaucoup « ne seront pas capables de se déplacer suffisamment rapidement pour trouver des climats plus adaptés » après le changement climatique. De plus, des écosystèmes marins cruciaux, comme ceux des pôles et les barrières de corail, sont particulièrement exposés à l'acidification des océans.

Céline Tabou

http://www.temoignages.re/un-avenir-incertain-pour-la-planete,76428.html

L'express

La Sentinelle présente «Port-Louis sous les eaux»



Pour marquer le premier anniversaire des inondations meurtrières du 30 mars 2013, La Sentinelle a présenté , vendredi à la mairie de Port-Louis, le film-documentaire Port-Louis sous les eaux, réalisé par le département vidéo du groupe de presse.

Des proches des victimes, des sinistrés, des journalistes, des représentants de la société civile et la Commission de l'océan Indien ont assisté à la projection du film qui a été suivie d'un débat sur les enseignements tirés de ce «samedi noir».



Présentation du film-documentaire par Nad Sivaramen, directeur des publications de La Sentinelle, entouré de la lord-maire Dorine Chuckowry, Abdoollah Earally (à g.) et Loïc Forget de LSL vidéo.



La COI était fortement représentée.



Des membres du public attentifs.



Des membres du public attentifs.



Catherine Boudet, écrivaine, Cassam Uteem, public attentifs. ancien président de la République, et Noor Adam Essack, membre actif de la société civile.



Gilbert Ahnee, journaliste, au côté de Meghna Raghoobar et Karuna Rana de l'association SIDS Youth AIMS Hub.



Des habitants de Canal-Dayot: Bouck Vythilingum-Pillay, Collette Rajalloo, Sandra Gillet, David Adolphe et Georges Herwin Adolphe, en compagnie de Nad Sivaramen.
http://www.lexpress.mu/photo-gallery/la-sentinelle-presente-port-louis-sous-les-eaux

L'express.mu

Débat animé autour du premier film documentaire de LSL vidéo: «Port-Louis sous les eaux»

28 Mars 2014



La Seychelloise Gina Bonne (à g.), responsable du dossier environnement et développement à la COI, Nad Sivaramen (au centre), Directeur des publications à *La Sentinelle*, et Dorine Chukowry, Lord-maire de Port-Louis lors de la projection ce vendredi 28 mars.

C'est une grande première pour le département vidéo du groupe *La Sentinelle*. Il a présenté pour la première fois, ce vendredi 28 mars, un documentaire pour commémorer les inondations du 30 mars 2013.

Proches des victimes, sinistrés, journalistes, jeunes, représentants de la Commission de l'océan Indien, entre autres, avaient fait le déplacement pour visionner *«Port-Louis sous les eaux»*. La projection a eu lieu à la salle du conseil à Port-Louis.

Vive émotion dès les premières images du documentaire. Cassam Uteem, ancien président de la république, a même qualifié le documentaire de très *«poignant»*.

La projection a été suivie d'un débat très animé, modéré par Nad Sivaramen, directeur des publications du groupe *La Sentinelle*. Le lord-maire, Dorine Chuckowry, présente pendant les inondations, a affirmé que depuis le 30 mars dernier, *«plus de 80 km de drains ont été nettoyés par la municipalité de Port-Louis»*.

Nand Sooreedoo, ingénieur hydrologue, déplore, pour sa part, les constructions sauvages à Maurice. Il estime qu'il serait mieux de déloger les gens et de construire des drains plus efficaces du côté de Canal Dayot.

Et, monsieur Wright, qui a perdu son épouse et son fils dans le tunnel du Caudan, a déclaré qu'il fallait arrêter de rejeter la faute sur les autres. Ce qui lui a valu l'appui et les applaudissements de toute l'assemblée.

Le groupe *La Sentinelle* a eu le plaisir de constater que le public avait grandement apprécié cette démarche d'information. Le directeur des publications, Nad Sivaramen, indique que *«nous nous sommes déplacés pour être au contact du public, pour stimuler les esprits»*. Et d'ajouter : *«les inondations ont révélé de graves dysfonctionnements à plusieurs niveaux, notamment en ce qui concerne l'alerte météorologique, dont le pays n'avait pas forcement pris conscience. Il faudrait bien les affronter.»*
http://www.lexpress.mu/article/debat-anime-autour-du-premier-film-documentaire-de-lsl-video-port-louis-sous-les-eaux